

« A une époque de crise nationale, le journalisme prend une importance significative qui doit être reconnue par nos gouvernants, le peuple et ses dirigeants, pour nos meilleurs intérêts communs. »

# L'AUTORITE

Le plus ancien hebdomadaire français de Montréal

3 Cents

Encourages  
**L'AUTORITE**  
en confiant vos travaux d'impression à  
**La Cie des PUBLICATIONS PROVINCIALES Ltée**  
333, Edifice Canada Cement  
Montréal.

REDIGEE EN COLLABORATION

« J'entends grincer la scie et tomber le marteau. » (Campenon).

Administration: Suite 333, Edifice Canada Cement. Tél.: Lan. 9841

29e ANNEE — No 1983

J.-A. Fortin, Dir.-Gérant.

MONTREAL, 10 JUILLET 1943

Gilbert La Rue, Rédacteur en chef

Abonnement: \$2.50 par année

## Fin des "Gaullistes" et des "Giraudistes"

Il ne doit plus rester que des Français. — Les origines de la cassure de l'Afrique du Nord. — Les intransigeants réduits par les modérés de Catroux. — La France crut d'abord en Pétain.

Aujourd'hui que les deux factions de Français qui s'entrechâraient à Alger semblent avoir conclu enfin une trêve de quelque durée, il est intéressant de remonter jusqu'à l'Armistice de juin 1940 pour en démêler l'enchevêtrement des fils conducteurs. Nous citerons d'abord, afin de ne pas être taxé de parti-pris, M. Henri de Kerillis, collaborateur à "Pour la Victoire".

« A ce moment, à n'en pas douter, l'immense majorité des Français s'est ralliée au Maréchal Pétain. Aux yeux de presque tous, il est apparu soit comme le "Père de la Patrie", s'immolant volontairement pour lui épargner des souffrances, soit comme un rusé stratège gagnant du temps, procurant au pays un répit indispensable afin de le ramener dans la guerre à la prochaine occasion favorable. »

Et les Gaullistes, qui n'ont cessé de nous dire et de nous redire que le Maréchal avait longtemps avant la guerre manigancé sa trahison, et que seuls les Français pro-boches le suivaient, comment prendront-ils cet autre paragraphe de l'article de M. de Kerillis: "Pour rallier le Général de Gaulle, il n'y eut alors qu'une toute petite poignée d'hommes, pour la plupart des Français vivant à l'étranger, et qui jugèrent les événements avec plus de recul et plus de clarté, quelques fugitifs aussi, généralement juifs, quelques centaines ou quelques milliers de soldats magnifiques que la capitulation recollait et qu'attirait la perspective d'une tentative suprême pour le salut de la patrie".

Mais lorsque le Maréchal Pétain, cédant le terrain pied à pied devant les exigences d'Hilfer, sous l'impulsion d'un Laval plus jeune, plus énergique et plus roué que lui, eut condamné à mort par contumace le Général de Gaulle et essayé de forcer le Général Giraud à se reconstituer prisonnier des Allemands après son héroïque évasion, il fallut bien se rendre à l'évidence et reconnaître que si Pétain n'avait pas pu prouver de duplicité jusqu'au bout, du moins affichait-il maintenant de la dommageable sévérité.

On ne saurait nier que le Général Giraud fut confié au Maréchal jusqu'au jour où celui-ci voulut le renvoyer dans la forteresse sénégalaise d'où il était sorti sans la permission du vainqueur, tandis que le Général de Gaulle le dénonça dès le premier jour, même alors qu'il semblait servir le mieux les intérêts de son peuple frappé de panique, dispersé sur les chemins, décimé par les mitrailleuses et broyé par les tanks allemands. D'où la cassure qui se produisit aussitôt en Afrique du Nord entre ces deux généraux.

« De cette division — écrit M. de Kerillis — ont surgi les difficultés présentes, c'est-à-dire la longue dispute entre le Général de Gaulle et le Général Giraud, le conflit d'attributions au sein du "Comité National de la Libération", les divergences de points de vue au sujet de la fusion des deux armées, la querelle des insignes et des drapeaux, la lutte pour le commandement en chef de l'armée d'invasion. »

Voici donc la physiognomie des divisions françaises telles qu'elles se sont produites par étapes: (1) Quand le Général de Gaulle a refusé de suivre le Maréchal Pétain dans la capitulation. (2) Quand le Général Giraud s'est revolté à son tour et a lancé l'Afrique du Nord dans la guerre. (3) Quand certaines forces du Gaullisme se sont portées vers lui, alors que d'autres au contraire voulaient s'isoler.

On reconnaît aujourd'hui que le schisme entre Gaullistes et Giraudistes aurait pu durer encore longtemps, au risque même de causer des ennuis considérables aux Anglo-Américains en train d'envahir l'Europe, si un parti modéré recruté dans les deux camps et ayant à sa tête le Général Catroux, "Gaulliste" auquel revient le mérite de la trêve actuelle, n'avait pas imposé sa volonté d'en finir. On conçoit que dans les circonstances le Général Catroux se soit fait beaucoup d'ennemis parmi ses anciens amis. Du "Comité National de la Libération", M. de Kerillis écrit:

« C'est le devoir des patriotes de se grouper autour de lui. On peut lui adresser bien des reproches. Il est bicéphale, ce qui n'est pas une mince infirmité. Il est trop lourd et il enferme quelques hommes de second plan sans grande expérience politique. Il est déjà partagé par de sourdes rivalités de factions qui peuvent gêner sa marche. Mais tel qu'il est, il constitue le premier effort d'unité et de direction française. Tel qu'il est, il représente la seule autorité constituée. Hors de lui, il n'y a rien d'autre, sauf le gouvernement de Vichy, instrument des vainqueurs, et sauf l'indiscipline et l'anarchie. »

Le plus tôt les Français de l'Afrique du Nord et d'ailleurs, de même que les étrangers s'intéressant à la France, se rendront compte qu'il n'y a plus d'opportunité d'être "Giraudiste" ou "Gaulliste", le mieux ce sera dans les intérêts de la France elle-même et des Nations Unies.

GILBERT LARUE.

## La campagne anti-nazie va en s'accroissant en France

L'action contre l'ennemi et les traîtres prend chaque jour en France des proportions de plus en plus grandes. De Paris, on apprend que plusieurs attentats furent commis récemment contre les soldats nazis. Rue Brugnot, dans le XVIIIe arrondissement, une grenade fut lancée contre un hôtel réquisitionné par les Allemands. Trois officiers furent blessés. Boulevard Rochechouart, des soldats allemands ont été grièvement blessés par des coups de feu tirés par des inconnus.

A Gennevilliers, un pétard placé contre le pylône d'une ligne de haute tension fit explosion. Il y eut des dégâts matériels importants.

A Lyon, presque chaque jour, du sabotage est commis au moyen d'explosifs contre les immeubles de personnes accusées de collaboration avec l'Axe par les organisations de résistance.

Et dans toute la France, la liste d'actes de sabotage s'allonge tous les jours. En Savoie, en l'espace d'un mois, 122 actes furent commis.

Les traîtres sont soumis à des représailles impitoyables. Le Dr Michel Guérin, Secrétaire Général du Parti Populaire Français pour le département de la Vienne, fut assassiné le 1er mai à Poitiers à coups de couteaux par quatre patriotes qui réussirent à s'enfuir.

Le 14 mai, Din, maire de Pierrefitte, transfuge du parti communiste, fut abattu dans la rue à coups de revolver.

(Suite à la page 4)



COUPS DE MARTEAU

Ainsi que nous l'avions prévu, le grand "sauveur" Liguori Lacombe, chef du Parti Canadien, n'a pas fait face à l'ultimatum de M. Mackenzie King d'avoir à prouver que trois membres du Gouvernement s'étaient transformés en millionnaires depuis le début de la guerre, ou d'abandonner son siège aux Communes. Ce "sauveur" de race a essayé de se sauver comme un rat, mais ne trouvant pas de trou par où s'échapper, il a dû ravalier sa salive et faire amende honorable, non plus aux seuls ministres, mais à toute la députation libérale. Car le p'tit Leopold Richer, correspondant du "Devoir" et grand casuiste devant l'Éternel, avait cru lui offrir un moyen d'en sortir en prétendant qu'un gouvernement ne comprenait pas seulement les ministres mais aussi les députés du parti au pouvoir. Ayant voulu saisir cette planche de salut, Liguori s'est bientôt aperçu qu'il ne faisait qu'empirer son cas et il s'est empressé de se jeter à plat ventre en criant: Misericorde! Fasse le Ciel que les autres "sauveurs" du Québec profitent de la leçon et cessent de ridiculiser les Canajays en prétendant les "sauver"!

Un autre "sauveur" de race, mais dans un camp opposé, celui-là, c'est le "sauveur" Tommy Church, député de Toronto depuis un quart de siècle, et qui n'a pas encore trouvé moyen de se faire, encore moins de dire quelque chose de sensé lorsqu'il parle. M. Mackenzie King ayant invité la députation à entonner "O Canada" le jour de la fête de la Confédération, l'incontrollable Tommy Church de se scandaliser et de s'informer pourquoi on ne chantait pas plutôt "God Save the King", "O Canada" qui ne sont pas capables de saisir pourquoi nous remplaçons aujourd'hui l'hymne impérial par l'hymne canadien sont bien à plaindre", répartit le Premier Ministre. Pour une fois, Tommy resta coi, et espérons que ce ne sera pas la dernière.

Nos "nationaux" ont entrepris non seulement de franciser, tant à la radio que dans leurs feuilles, le Canada anglais et même les Etats-Unis. C'est ainsi que le "Devoir" épèle Westmount "Ouestmont" et qu'un conférencier radiophonique ayant à parler du "Sun" de Chicago, le baptisa le "Soleil". Que disent les mêmes "patriotards" si un citoyen de la Cité des Vénitiens s'avisait d'appeler le "Soleil" de Québec "The Quebec Sun"? Ils s'empresseraient de crier aussitôt au danger de l'annexion et à la perte menaçante de nos traditions, de nos lois et de notre sainte religion.

Le p'tit Antoine Rivard, de Québec, intitulait: "Nous maintiendrons" une conférence dans laquelle il préconisait l'ignorance totale de la langue anglaise pour les Canajays du Québec, si ceux-ci veulent maintenir, à l'en croire, leur nationalité et ne pas abandonner la "mission providentielle" à eux de vouloir sur cette terre d'Amérique. Le p'tit Rivard sait-il que la reine Wilhelmine de Hollande a pour devise: "Je maintiendrai", qui est celle de la maison d'Orange, à laquelle elle appartient. Le p'tit Antoine en copiant cette devise, savait-il ou ne savait-il pas que la maison royale d'Orange est celle de toute l'Europe ayant le plus violemment combattu le catholicisme? S'il le sait, c'est donc qu'il est délibérément, tout en cachant son jeu, un Orangiste à tous crins. S'il ne le sait pas, il démontre une fois de plus qu'il est un ignorant. A tout prendre, nous croyons que la seconde alternative est la vraie.

Un commentateur radiophonique — pas de Montréal, mais de Londres, où l'on ne s'amuse pas à refabriquiser les journaux — nous offrait l'autre dimanche un abrégé de l'histoire de la vie de Mussolini, écrivit par le Duc lui-même. Et savez-vous ce que le Benito nous raconta dans cette biographie? Qu'un collègue, il frappa l'un de ses camarades dans le dos avec un couteau, ce qui lui valut l'expulsion pure et simple. Il faut être Italien pour se vanter d'un pareil exploit, et ceci nous rappelle les "mémoires" de Jacques Casanova, le fameux aventurier, qui s'évada des "Plombs" de Venise. Ayant à se venger d'un ennemi, Casanova ne trouva rien de mieux que de l'assommer par derrière et de consigner ce haut fait comme un acte de bravoure. Pas étonnant que Mussolini ait décollé à la France le fameux "coup de poignard dans le dos" de 1940, si eloquemment stigmatisé par le Président Roosevelt! Dès le collège, Benito promettait déjà ce qu'il a tenu plus tard. VULCAIN

Question de primordiale importance que M. Donald Gordon, président de la Commission des Prix, éclaircit. — Il est essentiel qu'elle soit bien comprise. — Coopération nécessaire, indispensable même, de la population.

Cette question de l'inflation que nous avons pu épargner à notre pays, depuis les débuts de la guerre, menace toujours la population canadienne. Si, par malheur, la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre perdait le contrôle de la situation, il arriverait ce qui est survenu, lors de la dernière grande guerre: la ruine du petit salarié et l'établissement de quelques scandaleuses et formidables fortunes. Il est donc indispensable que la population, riche comme pauvre, prête son concours le plus entier à la Commission pour maintenir le statut actuel et empêche le désastre qu'entraînerait l'inflation.

Le danger d'inflation contre lequel le Canada a lutté presque depuis le début de la guerre, existe donc encore et ne peut être éliminé, selon l'opinion de Donald Gordon, président de la Commission des Prix et du Commerce en Temps de Guerre, que par la coopération de toute la population en général. Récemment, M. Gordon déposa un dossier devant la Commission Nationale du Travail en Temps de Guerre, qui sous la présidence de M. le juge McTague a entendu une grande diversité d'opinions relativement aux relations ouvrières, aux salaires, au coût du bonus de vie chère et autres sujets du même genre.

Dans son dossier, M. Gordon déclara qu'il s'attendait à ce que la pression sur le programme de stabilisation économique du Canada s'accroisse cette année et "qu'à moins que les taux des gages et les prix des produits agricoles soient maintenus, il y a danger que le plafond des prix soit rompu".

« Les deux principaux éléments de coût qui peuvent maintenir ou rompre le plafond des prix et le programme entier de stabilisation, sont les gages et les prix de produits agricoles, affirma M. Gordon. "Je pense que si les canadiens ne peuvent tenir à un taux bas, le coût de la nourriture et de la main-d'œuvre et de tout ce dont le coût peut être réglé, il nous faudra abandonner le plafond des prix." Il dit que les lourdes augmentations d'impôts sur le revenu en temps de guerre, avaient considérablement amélioré la situation relative des gens à salaires bas, en comparaison de ceux dont les revenus étaient plus élevés. Toute augmentation des gages, à moins d'être accompagnée d'une augmentation équivalente de production aurait à être compensée par des augmentations de prix au moyen de subsides directs provenant des fonds publics, ou de subsides indirects par une réduction des taxes.

Abordant la question de l'excédent de pouvoir d'achat, M. Gordon déclara qu'on pensait qu'en 1943, les consommateurs disposeraient d'un revenu net de \$6.650.000.000, ou environ \$400.000.000 de plus qu'en 1942. Cependant, en même temps, la production de marchandises à l'usage des civils, pendant cette année, serait de \$300.000.000 à \$400.000.000 de moins qu'en 1942. Autrement dit, d'après M. Gordon, alors que les Canadiens auront cette année, \$400.000.000 de plus à dépenser que l'an dernier, il y aura moins, \$400.000.000 de marchandises à l'usage des civils, pour absorber ce surplus.

Traitant du sujet des gages, M. Gordon déclara que l'essence du problème était dans cette question: "Quels réajustements de gages sont considérés si clairement désirables par le reste de la collectivité, qu'elle soit en fait disposée à en payer le prix? Il expliqua clairement que ce prix était l'acceptation par la collectivité, d'une plus forte part du fardeau de la guerre, en proportion exacte du soulagement accordé par l'augmentation de gages dont il s'agit. Il établit clairement qu'il n'y a plus aucun moyen efficace d'échapper à ce dilemme. Par exemple, les augmentations de gages n'augmenteraient pas à aucun point appréciable, la production des marchandises à l'usage des civils — elles ne libéreraient que plus de pouvoir d'achat pour faire pression sur le plafond des prix. Elles augmenteraient aussi les prix de revient, dont le résultat serait soit des prix plus élevés pour le consommateur, ou des subsides plus élevés par le gouvernement, que le consommateur aurait à payer sous forme de taxes ou d'emprunts. En résumé, il dit que toute augmentation de gages en faveur de groupes particuliers serait accordée aux dépens des autres groupes de travailleurs à gages et de salariés.

On fait remarquer que cela n'abolit pas les augmentations de gages. Certains gages étaient assez bas pour que l'équité exige leur relèvement, même au prix mentionné, mais M. Gordon fit une remarque sur cet aspect de la situation. Il dit: "Dans des conditions de contrat libre, les groupes puissants l'emportent sur ceux dont la position est plus faible, et à leurs dépens. Il ne faut pas oublier qu'en tant que les travailleurs à gages bas peuvent être classés parmi ceux qui ont peu de pouvoir contractant, ils sont ceux qui ont le plus bénéficié du programme de stabilisation au taux des gages jusqu'ici, et qui perdraient le plus, s'ils s'effondraient à l'avenir".

Le récent Emprunt de la Victoire, dont l'un des buts indirects (en sus de procurer de l'argent pour des fins de guerre) était de prendre une bonne proportion du surplus de fonds disponibles, atteignit cet objectif à un point considérable. Les souscriptions à l'emprunt dépassèrent les \$1.100.000.000 d'autant que \$200.000.000. Comme moyen d'entraver l'inflation, le gouvernement désirait que cet emprunt fut souscrit autant que possible, par des personnes, plutôt que par des banques et institutions similaires et presque la moitié des souscriptions totales provint du commun des citoyens.

## Va-t-on sacrifier nos richesses pétrolifères aux Etats-Unis?

La politique de Bon Voisinage de Roosevelt

Le rapprochement des Etats-Unis et des nations latines ne peut qu'être bien vu du Canada. — A nous de suivre le mouvement. — Lorsque les "archevêques" de Montréal censurèrent le Mexique...

Parmi tant d'heureuses initiatives dues au Président Roosevelt depuis qu'il détient le pouvoir, sa politique de rapprochement entre les nations américaines ne peut que recevoir la plus haute approbation de la part du Canada. L'après-guerre prouvera peut-être encore plus que la guerre la nécessité pour les Américains de toutes les races et de toutes les religions de présenter un front uni au reste du monde entier. Voici la politique suivie dans ce domaine par le président des Etats-Unis, de laquelle nous avons déjà fourni un aperçu.

Il n'y a pas longtemps, M. Roosevelt faisait visite à Monterey, de l'autre côté de la frontière, à M. Manuel Avila Camacho, président du Mexique. Il est à remarquer que c'était la première fois qu'un président des Etats-Unis mettait le pied sur le sol mexicain depuis trente-quatre ans. Cette rencontre des deux présidents à Monterey a contribué à affermir les bonnes relations déjà existantes entre les deux républiques, entre les Etats-Unis et l'Amérique latine, heureuse politique de bonne entente qui commença il y a une dizaine d'années avec l'annonce de ce que l'on se plaît à appeler "Good Neighbor Policy".

C'est le Président Roosevelt lui-même, peut-on dire, qui inaugura cette bienveillante politique en déclarant, et pour la première fois dans l'histoire américaine, le 4 mars 1933, ce qui suit: "Quant à la politique extérieure des Etats-Unis, je fais des vœux afin que cette nation américaine suive toujours la politique de bonne entente entre nos voisins et nous".

Si le Président avait en vue la paix internationale, la paix en général et avec tous les pays du monde, la "Pan American Union" ne manqua point de faire observer que l'expression "good neighbor" avait tout acquis un sens particulier et qu'elle s'appliquait d'une façon toute particulière aux bonnes relations entre les Etats-Unis et les autres républiques de l'hémisphère occidental.

Il faut admettre que la politique de bonne entente prit naissance sous l'administration Hoover, mais c'est Roosevelt qui la développa cette "Good Neighbor Policy" — Politique de Bon Voisinage. Pendant de longues années, les relations entre les Etats-Unis et les autres républiques américaines n'avaient pas été des meilleures. Et à la sixième conférence pan-américaine tenue dans la capitale de Cuba, les délégués des républiques latines critiquèrent ouvertement la politique d'intervention des Etats-Unis et leur ingérence dans les pays de la mer des Antilles. Ces délégués dénoncèrent cette attitude des Etats-Unis qui, selon eux, offrait un danger pour la bonne entente dans l'hémisphère occidental.

Presque immédiatement après cette conférence, des modifications à la politique du pays suivirent jusque là, furent effectuées par le Président Hoover et le Secrétaire d'Etat Henry L. Stimson, lequel est le ministre de la guerre dans le cabinet Roosevelt. Ces modifications furent augmentées et marchèrent de façon accélérée grâce à l'initiative de

(Suite à la page 2)

Une déclaration du ministre des Munitions qu'il ferait bon d'étudier à fond et qui demande plus d'explications. — Le Canada est-il en mesure d'exploiter ses propres ressources naturelles.

Lors d'une interpellation, à la Chambre des Communes, faite par un député du parti C.C.F., le gouvernement a révélé que la "Standard Oil Company" est en voie d'organiser la production des champs pétrolifères du nord-ouest canadien. Le président de cette compagnie a déclaré que c'était la "plus vaste réserve de pétrole au monde".

Qu'y a-t-il donc au fond de toute cette affaire? Est-ce que le Canada, délibérément, fait un cadeau royal au trust des huiles américaines, se dépoissant ainsi d'une source de richesses et de revenus formidables? Il serait bon de le savoir.

Selon les déclarations faites et toutes les apparences, le Canada, puissance internationale, le quatrième pays au monde dans la production de guerre, assez riche pour donner aux Alliés des milliards pour la poursuite de la guerre, assez peuplé pour maintenir une grosse armée sous les armes, ne peut trouver le moyen et les capitaux nécessaires pour exploiter ses propres richesses naturelles. Oh allons-nous? Si nous donnons aux étrangers le droit d'exploiter ce qui rapporterait au pays des revenus considérables et déchargerait les contribuables du lourd fardeau des impôts, que resterait-il à l'Etat pour garantir ses emprunts? Le crédit du pays n'en serait-il pas affecté? En outre, ne serions-nous pas liés économiquement, pour ne pas dire asservis, aux Etats-Unis? Loin de nous la pensée de blâmer nos riches voisins; nos gouvernants leur font des cadeaux et ils seraient bien ridicules de les refuser. Le ministre des Munitions, en faisant la déclaration dont nous parlons plus haut, a ajouté que les Etats-Unis défrayeraient le coût des travaux et que le Canada aurait, après la guerre, "au moins la moitié des puits développés". Ainsi, on fera au Canada, après la guerre, cadeau de ce qui lui appartient, au moins la moitié.

Les richesses de notre pays sont très vastes et nous avons des puits de pétrole également dans la Gaspésie. Une autre de nos richesses est l'énergie électrique qui permet la production sur une vaste échelle de l'aluminium. Qui exploite cette autre richesse? Nos voisins des Etats-Unis. Et on lève les bras au ciel, en poussant des cris d'indignation, lorsqu'un citoyen ose demander un drapeau canadien, laisse entendre qu'on pourrait s'annexer aux Etats-Unis et abandonner l'Empire. Qui travaille actuellement le plus fortement à l'annexion économique de notre pays si ce sont pas nos propres dirigeants. Et il résulte que les citoyens du Canada font réellement un effort sincère de guerre, se sacrifiant financièrement et physiquement plus que tout autre pays alors que d'autres ne risquent rien pour rien et garantissent leur stabilité économique d'après guerre tout en faisant la guerre.

Lors du dernier emprunt de la victoire, on a constaté que les citoyens canadiens et les compagnies puissantes avaient de nombreuses économies. Pourquoi n'organiserait-on pas, au Canada, avec des canadiens et du capital canadien une compagnie pour exploiter nos ressources pétrolifères. Le Canada pourrait garantir les obligations, tout comme le font les Etats-Unis pour les compagnies qui viennent s'enrichir chez nous, et nous serions les maîtres de notre destin économique et ce qui nous appartient depuis plusieurs centaines d'années nous rapporterait à nous, diminuerait nos impôts et assurerait la puissance économique du Canada. Nous pourrions alors être beaucoup plus généreux qu'aujourd'hui et donner aux Alliés plus qu'un milliard et cela sans être obligés de serrer trop fort notre ceinture.

Evidemment, les problèmes que les gouvernements de guerre ont à affronter sont sérieux et compliqués mais il nous semble cependant qu'un pays doit être capable de vivre par lui-même lorsqu'il a de si grandes richesses. Ou bien le Canada est compromis financièrement et doit hypothéquer ses richesses ou bien nous ne sommes pas assez intelligents et assez bien organisés pour vivre comme nation?

## Quelques considérations sur notre contribution d'un milliard

Comme quoi le Canada doit faire toute sa part pour gagner la guerre. — Qu'arriverait-il si les dominions étaient restés neutres dans cette formidable aventure? — Terribles et désastreuses conséquences pour notre pays.

Un collaborateur de notre journal, journaliste averti, M. J. B. Côté, nous adresse par publication l'article suivant que nous sommes heureux d'insérer dans nos colonnes. Il démontre bien toute l'importance de notre contribution d'un milliard à la cause alliée et justifie pleinement cet acte du Parlement canadien. Si nous voulons hâter la fin de cette guerre sanglante et désastreuse, c'est en nous imposant tous les sacrifices possibles et c'est ce que démontre en toute lumière notre collaborateur.

Le don d'un autre milliard aux alliés, voté par les chambres, est une nouvelle cause de scandale pour beaucoup de gens. Cette mesure de guerre inspire deux variétés de pacifistes: les égoïstes, qui n'ont pas encore compris le danger mortel qui menace le Canada et qui veulent continuer de s'occuper de leurs petites affaires, comme de coutume puis, les fanatiques qui sont, en principe, opposés à tout ce qui prend couleur d'aide à l'Angleterre. Leur raisonnement est simpliste parce que leur vision est limitée.

(Suite à la page 2)

### Quelques considérations sur notre contribution d'un milliard

(Suite de la 1ère page)

Elle ne s'étend pas assez loin pour voir ce que c'est le sort du Canada qui se joue en ce moment. "Nous ne devons rien à l'Angleterre, qui est plus riche que nous", disent-ils. Et cela finit là.

"La guerre serait finie depuis longtemps, disait un autre, si nous n'avions pas prêté d'argent au gouvernement."

En effet, la guerre serait peut-être finie mais, dans tous les centres de quelque importance de la Province de Québec, il y aurait une garnison allemande, installée avec mitrailleuses et tanks, pour y établir le régime nazi, qui signifie, comme on sait: tyrannie, pillage, esclavage, famine, déportation, terreur. En France, ce "privilege" coûte aux français 400 millions de francs par jour, à part le pillage organisé. Dans ce pays, le plus riche et le plus beau au monde, les gens en sont réduits à se nourrir de navets et de déchets. Est-ce que c'est là la meilleure façon de finir la guerre?

Après quelques mois, peut-être même quelques semaines, nous verrions remonter le fleuve, des transports chargés de "colons" allemands, amenés ici des plaines stériles de la Germanie, pour prendre la place de nos cultivateurs sur les fermes de la Province de Québec. Ce serait les nouveaux canadiens. Quant aux canadiens du terroir, ils seraient embarqués sans cérémonie à bord des mêmes transports et déportés au Labrador, à Terre-neuve ou au Groenland.

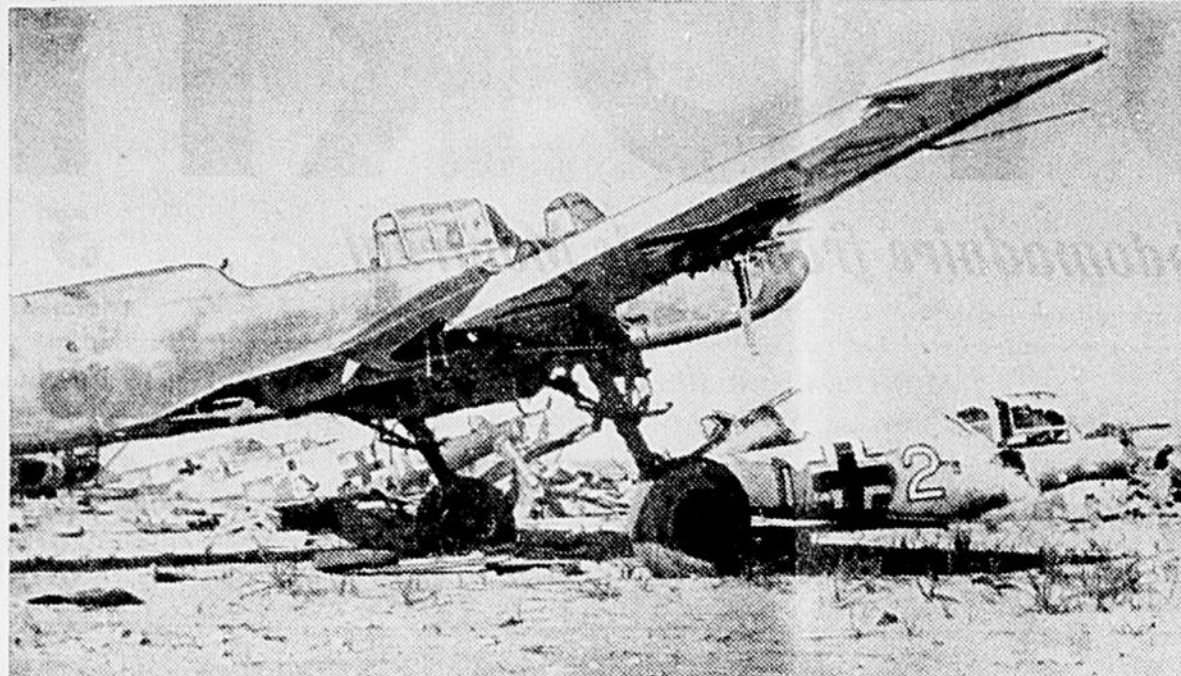
Cela n'est pas de l'imagination; c'est exactement ce qui s'est passé en Alsace-Lorraine, en Pologne et autres pays tombés sous la tyrannie nazie. Les malheureux habitants chassés de leur foyer durent tout abandonner, même leur argent et se trouver prêts à partir à deux heures d'avis.

Il est faux de dire que le milliard qui a été voté par le Parlement est un don à l'Angleterre. Il ne l'est pas plus que les quinze milliards votés par le Congrès des Etats-Unis, quoiqu'il n'y aurait pas lieu de recueillir sur le don d'un milliard à l'Angleterre, car ce serait s'acquitter à bon marché du service qu'elle nous a rendu en arrêtant le flot nazi en 1940.

Si l'on veut discuter de cette question avec bon sens, il faut savoir que pour vaincre plus sagement l'Allemagne et ses complices, abréger la durée de la guerre, les alliés ont mis en commun leurs ressources et coordonné leur action de guerre. Cela signifie que les immenses ressources des Etats-Unis, de l'Angleterre, du Canada, des autres nations du Commonwealth, de la Russie, etc., sont exploitées en vue de la victoire. Le sens bien pensant comprendrait sans peine que c'est là la façon logique d'utiliser nos moyens de vaincre. Le milliard canadien est une partie de notre contribution à l'effort commun.

Autre fait très important. Ce milliard, nous ne le donnons pas en or ni en argent, mais en produits agricoles, en outillage, munitions, équipement de toute sorte, lesquels proviennent de nos fermes, de nos forêts, de nos mines, de nos usines, ce qui veut dire que le milliard, en définitive, reste en Canada. Tandis que le matériel et les produits s'acheminent vers les divers théâtres de la guerre, il s'en va dans la poche de nos cultivateurs et de nos ouvriers. S'ils ont assez de prévoyance pour conserver cet argent, ils seront heureux de le retrouver, après la guerre et ils auront évité au pays les maux d'une crise économique.

### QUELQUES APPAREILS ALLEMANDS ABANDONNES EN LIBYE LORS DE LA DEROUTE DESORMAIS HISTORIQUE



Un Messerschmidt 110, quelques Messerschmidt 109, abandonnés près de Sidi-Barrani. Les Allemands prétendent que tous les appareils aériens avaient été ramenés sans anicroche, et avec le minimum de pertes. Rommel prétendait aussi que la deroute était une retraite stratégique. On sait que cette "retraite stratégique" devint, et la forme qu'elle prit. On peut voir aussi, par la photo combien les avions allemands furent ramenes à bon port, et avec la "minimum de pertes."

que nous ne voulons pas nier. Nous pouvons toutefois souligner que les Chambres fédérales ont discuté depuis la déclaration de guerre des questions beaucoup moins importantes et tout aussi épineuses que celle-ci.

Lors de la récente session provinciale, les honorables messieurs Godbout et Duplessis s'étaient opposés à l'adoption d'une telle résolution, appuyés par le vote unanime des députés de la Législature. On a fait fi de cette protestation comme de l'opinion des autres provinces. C'est là un geste qui nous laisse songeur, après les concessions multiples que nous avons faites, depuis les débuts de la guerre, pour hâter la victoire finale.

Les comptes qui devront se régler, la guerre terminée, sont multiples et Ottawa peut s'attendre à une opposition formidable s'il ne rend pas, jusqu'à son dernier centime, les largesses que les provinces lui ont faites de leurs droits acquis par la constitution. Et nous sommes d'avis que les provinces demanderont davantage. Québec, pour sa part, nous en sommes assurés.

E. F.

### La politique de bon voisinage de Roosevelt

(Suite de la 1ère page)

M. Roosevelt, ainsi que de celle du grand et sage Secrétaire d'Etat Cordell Hull et de son sous-secrétaire d'Etat Sumner Welles. Ces modifications devinrent les principales orientations de la politique extérieure du gouvernement américain.

L'abandon de la politique d'intervention de la part des Etats-Unis dans la mer des Antilles en invoquant la Doctrine de Monroe et sous prétexte que des émeutes pourraient se produire là-bas, constituait l'une des mesures nouvelles les plus importantes. Les expéditions de "Marine Corps Units" dans cette région prirent fin. On revint au sens véritable et strict de la Doctrine de Monroe qui vise l'Europe et non les pays de l'Amérique latine.

De plus, l'on adopta l'ancienne politique suivie au temps de Jefferson, quand il s'agit de reconnaître un pays ou un régime gouvernemental. On ne se préoccupe plus de délibérer ou d'analyser relativement à la légitimité ou à la constitutionnalité d'un nouveau gouvernement avant de le reconnaître officiellement. Aujourd'hui, l'on se limite à voir si ce nouveau gouvernement est en mesure de remplir ses obligations internationales pour le reconnaître.

On a raison d'être fier de la présente situation internationale sur le continent américain surtout si l'on compare cette situation à celle qui existait antérieurement à l'année

1929. Le mécontentement, la méfiance et même la crainte qui existaient chez les républiques latines à l'égard des Etats-Unis, ont fait place à une forte amitié et à la collaboration que l'on sait maintenant. En effet, aujourd'hui que les Etats-Unis ont à combattre l'ennemi le plus puissant qui fut jamais, ils peuvent compter sur l'appui et la collaboration de la très grande majorité des gouvernements des pays situés au sud du nôtre. Sur vingt républiques, douze ont pris place au côté des Etats-Unis dans le présent conflit mondial et sept ont restreint leurs relations avec les pays de l'Axe. De plus, de toutes les parties de l'Amérique latine arrivent des choses nécessaires aux armées et à la population civile et en quantités de plus en plus considérables.

La politique extérieure des Etats-Unis en Amérique latine a donc été des plus heureuses au cours des quatre dernières années. Au Canada, de suivre la même ligne de conduite envers ces républiques et ne laissons plus quelques irresponsables se mêler de ce qui s'y passe soit par critique ou blâme, — par exemple lorsque le Conseil municipal de Montréal, il y a une dizaine d'années, s'avisa de censurer la politique du gouvernement mexicain. Opinion éclairée, vraiment que celle de nos anciens "archevêques".

MISTIGRIS

### La politique du Vatican

Le Pape n'a jamais voulu la guerre et n'en est nullement responsable. — Apôtre de la paix, il condamne le nazisme.

On sait avec quel acharnement, la propagande nazie s'est acharnée à laisser croire au peuple allemand et aux nations d'Europe que le Pape était responsable de la guerre actuelle. En certains milieux, cette odieuse calomnie avait chance de prendre racine. Mais Sa Sainteté Pie XII, dans un discours qu'il vient de prononcer il y a quelques semaines, a démenti cette prétention boche.

Qu'on envisage cet exposé sous l'angle international, sous l'angle économique ou sous l'angle social, on constate que le Pape a embrassé tout le problème actuel pour appuyer sur les points capitaux.

Pie XII a répondu catégoriquement aux accusations lancées par les puissances de l'Axe relativement à la responsabilité de la guerre. Procédant par insinuations perfides, les propagandistes nazis ont à quelques reprises laissé entendre que si le monde s'était dressé contre les plans hitlériens d'un ordre nouveau dans l'univers, c'est parce que le Saint-Siège avait condamné le nazisme. Si le Pontife actuel avait voulu enrayer le conflit dès le début, il y aurait réussi, concluaient plus ou moins clairement les propagandistes du Reich.

Rien n'est plus injuste, rien n'est plus faux, de rétorquer Pie XII. Le Pape actuel ne nie pas que son prédécesseur ait condamné le nazisme (tout comme le communisme d'ailleurs); lui-même n'hésite pas à reprendre les condamnations de Pie XI à l'égard de ces doctrines perfides; mais Sa Sainteté réaffirme qu'elle a tout fait pour conjurer le péril, pour éloigner la catastrophe. Ce que l'on sait déjà des démarches de Pie XII au cours de 1939 tout particulièrement, prouve péremptoi-

rement que le Vatican, avec une impartialité digne de la plus grande admiration, s'est employé à enrayer la culbute vers le gouffre de la guerre. D'autres actes, d'autres appels, d'autres documents seront révélés plus tard qui attesteront jusqu'à quel point le Saint-Siège a travaillé pour garder le monde dans la paix.

Si Pie XII repousse avec vigueur toute accusation sur la responsabilité du conflit, il s'attaque avec non moins de vigueur au problème social que pose la guerre. Sur les relations qui doivent exister entre patrons et ouvriers, le Pape répète la doctrine sociale de l'Eglise, doctrine si magnifiquement concrétisée par Léon XIII d'abord, puis Pie XI. Et ici le Saint-Père condamne les théories libérales comme les théories nazies et communistes. Il fustige les abus du capitalisme, mais non le capitalisme. Il admet bien que les patrons ont leurs torts, mais n'admet pas qu'on remplace les patrons par l'Etat ou une classe particulière. Bref, Pie XII est pour un régime où s'harmonisent les relations entre ouvriers et patrons, entre travail et capital, sous la surveillance de l'Etat. Nous y reviendrons.

Le sergent J.-P.-G. Blanchet décoré de la "D.F.M."

Le bruit court qu'on songe sérieusement à consacrer le travail des femmes comme celui des hommes. Seule une forte opposition manifestée aussitôt préviendrait cette mesure. C'est donc le devoir des corps publics, des diverses associations et même des individus qui jouissent de quelque influence auprès de leurs députés, d'intervenir immédiatement.

### Le sergent J.-P.-G. Blanchet décoré de la "D.F.M." Contre le travail des femmes



Le sergent-mitrailleur J.-P.-G. Blanchet, fils de M. et Mme Romuald Blanchet, 853, rue Cloutier, Trois-Rivières (Qué.) a été décoré de la "Distinguished Flying Medal", a-t-on annoncé au quartier général du Corps d'aviation royal canadien.

### NOMINATIONS ANNONCÉES PAR LES BRASSERIES



The National Breweries Limited annonce les nominations suivantes: M. Lionel A. Eckers devient assistant du président et M. J. C. Cushing, vice-président exécutif. Tous deux sont déjà administrateurs de cette compagnie.

### Un autre accroc dans l'autonomie des provinces

(Suite de la page 4)

toute la force du précédent en droit anglais, on ne peut qu'être surpris du nombre des députés qui aient laissé passer celui-là sans au moins crier gare.

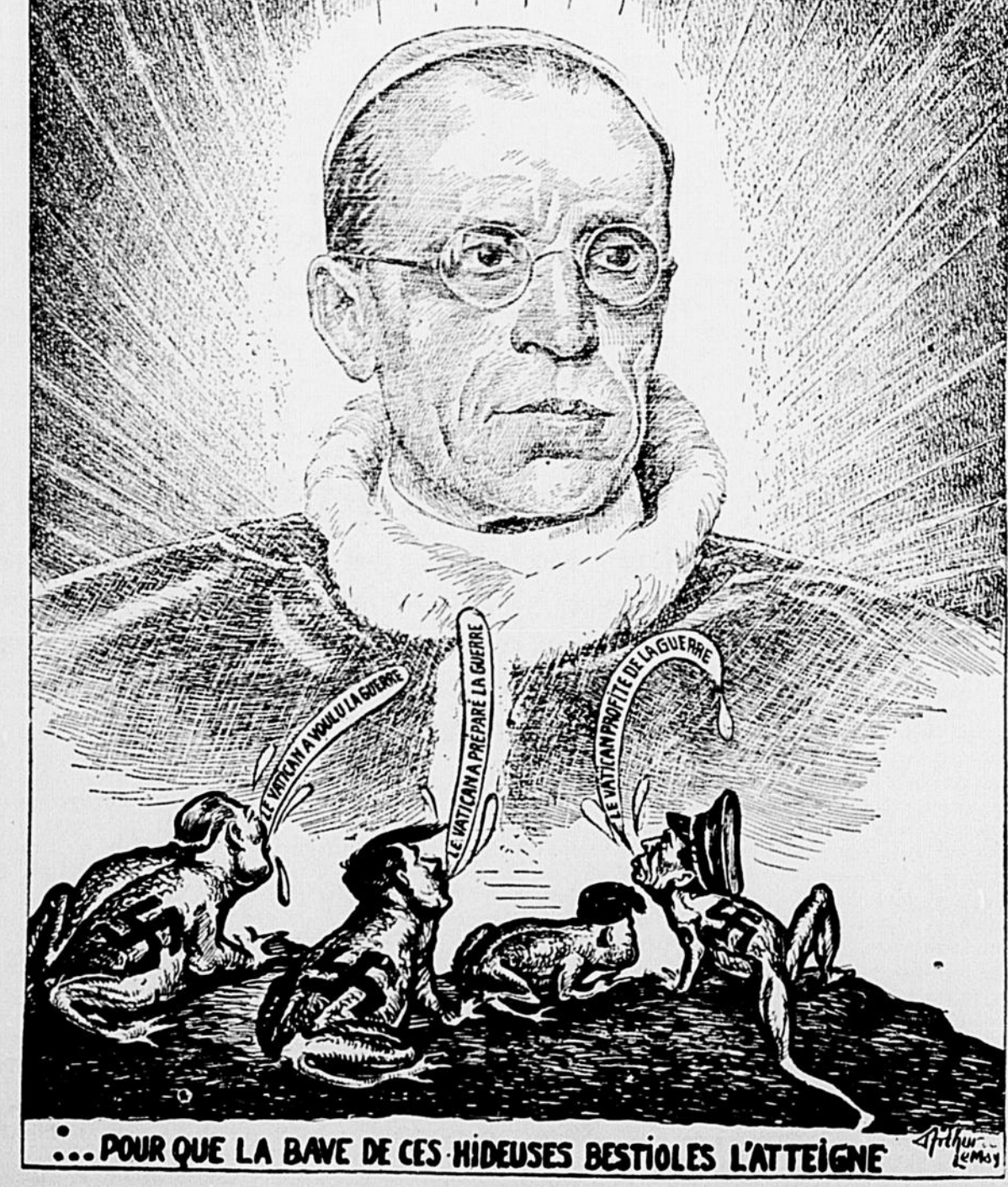
Quant à l'opportunité de la mesure, c'est une question bien différente. Elle peut probablement se juger d'une façon définitive, suivant l'angle d'où se place. La guerre a des exigences

### AIDES INFIRMIERES DE LA FORCE AUXILIAIRE AERIEENNE FEMININE BRITANNIQUE



Trois aides infirmières de la WAAF britannique. Elles ont des devoirs bien définis, et doivent secourir les blessés, de même qu'elles doivent servir d'ambulancières aériennes pour le transport d'aviateurs blessés, et stationner dans des endroits reculés, vers des centres bénéficiant naturellement de facilités d'hospitalisation plus adéquates. Elles sont vêtues de la même façon que les pilotes de la R.A.F., et reçoivent une allocation de vol en plus de la solde régulière.

### BIEN TROP GRAND ET TROP HAUT...



... POUR QUE LA BAVE DE CES HIDEUSES BESTIOLES L'ATTEIGNE

### Vient de paraître

MIRACLES par Alain Fournier. — "La Revue dominicaine". — "Pour comprendre les français d'Amérique". — "La Nouvelle Revue". — "Le Dilemme du général Franco". — "Relations". — "Pour former des citoyens canadiens-français". — "L'Enseignement secondaire". — "Marc-Aurèle Fortin, peintre du terroir". — "L'Action universitaire". — "Victor Hugo et l'Allemagne". — "Bulletin des Etudes Françaises". — "L'Amour à dix ans". — "L'Avenir du Nord". — "Jovette". — "L'Instruction obligatoire dans Québec". — "L'Oeil". — "Notre famille rurale". — "La Famille". — "Arthur Buies". — "La Boussole". — "Francis Parkman". — "Amérique Française". — "Connaissons mieux le Brésil". — "L'Ecole canadienne". — "Avions au four". — "L'Ovale C.L.". — "Quelques instruments d'optique militaire". — "Radio-College". — "Les ordres religieux missionnaires". — "Bulletin des Etudes Françaises". — "L'idéal permanent de la France". — "Le Monde libre". — "AUJOURD'HUI" se vend dans tous les kiosques au prix de \$0.25. L'abonnement est de \$2.50 par an. S'adresser aux EDITIONS D'AUJOURD'HUI, 1961 est, rue Rachel, Montréal, Canada.

MIRACLES par Alain Fournier, avec préface de Jacques Rivière, que les Editions Bernard Valliquette viennent de rééditer, sont des pages pleines de charme où le lecteur discerne tout de suite cette délicatesse qui n'est jamais de la nonchalance, mais de la mesure, de la pudeur et du goût. Alain Fournier était un être vivant et noble qui n'avait qu'une boussole, sa conscience, mais c'était un soldat, et le plus discipliné, au service de sa patrie. Il aimait les sentiments larges dans l'air pur, les pensées limpides baignées de lumière. C'est sur la ligne de feu que la mort l'a pris, en pleine vigueur, par un matin de soleil éclatant, comme si elle savait qu'avec lui on ne tergiversait pas. Ces pages datent donc de quelques années et pourtant elles n'ont pas vieilli, parce qu'elles constituent une vision d'honnête homme, tout animé par un cœur juste. Elles sont d'une lecture facile et agréable, écrites dans un style qui coule de source. Miracles, par Alain Fournier, avec préface de Jacques Rivière, est en vente au prix de \$1.25 (\$1.35 par la poste) aux Editions Bernard Valliquette, Case postale 26, Station H, Montréal, (Tél. Fitzroy 3384) et dans toutes les bonnes librairies.

L'ALLEMANT par Jacques Rivière. En rééditant L'ALLEMANT par Jacques Rivière, les Editions Bernard Valliquette présentent non seulement un chef d'oeuvre de la littérature moderne, mais aussi une analyse fouillée, et une étude approfondie de l'âme allemande. Plusieurs auteurs nous avaient déjà donné du Reich les meilleurs instantanés possibles, mais Jacques Rivière nous éclaire aujourd'hui par un livre qui prend à la fois l'aspect d'un essai, d'un film, d'un reportage et même d'un traité.

Plusieurs auteurs nous avaient déjà donné du Reich les meilleurs instantanés possibles, mais Jacques Rivière nous éclaire aujourd'hui par un livre qui prend à la fois l'aspect d'un essai, d'un film, d'un reportage et même d'un traité. Jacques Rivière n'a pas simplement ouvert une voie nouvelle dans ce domaine. Il a dégagé et mis en relief le principe fondamental de la mentalité allemande et indiqué les conditions inéluctables qui en découlent. Il est ordonné au défendeur de comparaître dans le mois. Montréal, 30 juin 1943. T. DEPATIE, Député-Protonotaire.

Province de Québec District de Montréal No 216594 COUR SUPERIEURE MOLLY SINGER, teneur de livres, épouse séparée de biens de Louis Schiffman, alias Louis Brandt, autefois de la cité de New York, un des Etats-Unis d'Amérique, et maintenant de lieux incertains. Demanderesse VS LOUIS SCHIFFMAN, alias LOUIS BRANDT, autefois de la cité de New York, un des Etats-Unis d'Amérique, et maintenant de lieux incertains. Défendeur

Salutte Lavoy, C.É. Ré. 8456 C-Clouet Tél. 10 659

La Philippe Guay, B.C.L. Ré. 3482 Iberville Tél. CH 3593

**LAVERY & GUAY** AVOCATS — PROCUREURS

Avocats-conseils de l'Union Internationale des Employés de Travail Local 766 1525 rue St-Denis MONTREAL Tel. HA. 4118

Tel. MA. 842

**Paul Gauthier, M.A.L.** Notaire & Commissaire

84 ouest, rue Notre-Dame. MONTREAL

**COMBUSTIBLES**

**ANTHRACITES CHARBONS MAZOUTS**

Toutes provenances, importation directe

**Mongeau & Robert** Cie Limitée

1600 est, rue Marie-Anne Tel. AM. 2131

MONTREAL

### Causerie à la Radio de Mr. Charles A. Cannon K. C.

Le 29 Mai 1943

Ladies and gentlemen:

I greatly appreciate the honor that was done me when I was asked to speak to you in English under the auspices of the Liberal Party of the Province of Quebec and I hope that you will be kind enough to listen to me for a few minutes. If you will do so I will try to set forth the reasons the English Speaking People of this Province have for supporting the Government of that great Prime Minister and Leader, the Honorable Adélard Godbout.

We must realize in the first place that the English Speaking People of the Province always have been and always will be in a minority. Therefore, they cannot hope to have any influence in Public Affairs and to contribute constructively to the good administration of the Province unless they join hands with a group of the French Speaking fellow-citizens. In this Province the French Speaking citizens can be divided roughly, irrespective of Political Labels, into those wishing to collaborate with the other Provinces of Canada and into Isolationists. I am sure that the English Speaking People of this Province will not hesitate as to the group with which they should join forces. The experience that has been gained at such an enormous cost from the tragic events of this war shows without a doubt that Isolationist groups have never done anything constructive nor anything for their respective countries and Isolationist Countries who refused to join in the common effort to halt and to beat the Fascist Horde have been reduced to slavery and to a state of such degradation that it is not only the duty but also in the well considered interest of the English Speaking Population of this Province to join with a group of their French Speaking fellow-citizens which wishes to collaborate with the rest of the citizens of Canada in the difficult times we are now passing through. I will now try to show you that it is in the Liberal Party as represented by the Government of the Honorable Mr. Godbout, that we are on a par with the other provinces of Canada in this field; we have no one to envy in this respect. To whom do we owe it? To the progressive and enlightened government of the Honorable Adélard Godbout, a prime minister of whom we have reasons to be proud.

In view of the short time at my disposal, I cannot go at further length into the achievements of our Government since it is in office, but I hope I have said enough to convince you that, as English-Speaking citizens of the Province, it is your duty to support Mr. Godbout's liberal party, not only because you do not vote for it you have to vote for an Isolationist group or party — not only because the Liberal party of which Mr. Godbout is the head in this Province is the only one which favors active and intelligent collaboration with our sister Provinces and with the central Government, but also because, on its record in the last four years, it has given this Province a sound and business like administration and particularly in the financial, agricultural, industrial and educational fields which are the most important.

LADIES AND GENTLEMEN: I thank you! MESDAMES ET MESSIEURS, J'ai vu, et seulement quelques mots pour mes auditeurs de langue française. J'ai parlé en anglais des oeuvres du gouvernement Godbout depuis qu'il est au pouvoir. Je désire vous parler particulièrement maintenant de la législation passée par notre gouvernement pendant la présente session législative. Je voudrais parler de la Province de Québec et de certaines lois en particulier.

Tel qu'annoncé par le discours du trône, le gouvernement a passé des lois pour aider à certaines classes de citoyens en particulier. Les agriculteurs, les cultivateurs, et les ouvriers mais il a aussi passé des lois dont bénéficiera le public en général.

C'est de celles-ci que je veux vous parler et particulièrement de la loi concernant la fréquentation scolaire obligatoire et de la loi diminuant les droits sur les successions. En vertu de la loi de la fréquentation scolaire obligatoire tous les enfants de la Province entre les âges de 6 et 14 ans doivent fréquenter l'école et des pénalités sont imposées pour obliger les personnes qui ont charge de ces enfants, de voir à ce qu'ils fréquentent les classes. C'est là un grand pas en avant dans le domaine de l'éducation dans cette Province et c'est une victoire inégale pour les citoyens qui ont réclamé cette réforme depuis près de 50 ans. Nous sommes maintenant sur un pied d'égalité avec les Provinces du Canada les plus avancées dans le domaine de l'instruction publique. Nous n'avons à envier personne. A qui sommes-nous redevables? Au gouvernement progressif et bien avisé de l'Honorable Adélard Godbout, Premier Ministre de qui nous avons raison d'être fiers.

En vertu des amendements faits à la présente session à la loi des droits sur les successions, les exemptions de droits sont accrues. En ligne directe ou entre époux ces exemptions sont portées sans restrictions à \$10,000.00 plus \$1,000.00 par enfant subsistant ou laissant subsister. En ligne collatérale ces exemptions sont portées à \$1,000.00 sans restrictions. C'est là une diminution de taxes appréciables et qui intéresse surtout les gens de fortune petite ou moyenne qui sont la grande majorité. Si le gouvernement est en état de commencer ainsi à réduire les taxes, c'est qu'il a une saine et solide administration financière depuis qu'il est au pouvoir. Il a diminué les dépenses, équilibré le budget et réparé complètement les dommages considérables que l'Union Nationale avait faits au crédit de la Province pendant son administration. Il est fier mais tristement célèbre par son gaspillage des deniers publics et son imprévoyance de l'avenir. C'est maintenant que le public bénéficie par une réduction de taxes, de la sage administration de l'Honorable Monsieur Godbout. Je voudrais parler de plus au long de ces questions, mais c'est impossible, mon temps achève. A bientôt j'espère.

toirs, helped the growth of apples and beet-roots and the manufacture of cider and beet sugar. It has also organized, encouraged and protected small and medium local industries and has greatly favored the development of agricultural co-operatives and societies under different forms, so much so that an increase of 250% has been made in this domain since a few years, that 46 new agricultural co-operative societies were formed in 1942 and, according to the late figures, over twenty-five thousand members are grouped in eighty-eight agricultural societies and over thirty-five thousand members, in six hundred and fifty farmers' Clubs. The Government has created an organization of agronomists who go through the Province helping and counseling the farmers in order to improve their methods and increase their output. Colonization has been facilitated and the hardships of the Colonists have been diminished by supplying them with mechanical equipment and tools to help in clearing their land.

But the Government, in helping the farmers, has not forgotten the working man. It has improved his conditions of work and has increased his remuneration; it has done away with the disastrous effects of the anti-union legislation introduced by the NATIONAL UNION GOVERNMENT, and has passed the humane and just Minimum Wage Act. It has favoured progressive and reasonable collective labour agreements, in industry and trade. It has respected the rights of the workman to form unions. Thanks to the Government, the Shop Stewards' system now exists and workmen are now represented on all the Boards charged with the application of Labour Laws. At the present session of Parliament, the benefits of the Workmen's Compensation Act have been extended to certain occupational diseases, which were not covered previously.

In the educational field, our Government has passed, at the present session of Parliament, a law known as an Act respecting compulsory school attendance. Under this law, every child in the Province between the ages of six and fourteen, must attend school, and penalties are provided to oblige those who are charged with the care of children to see that they do go to school. This is a great step forward in the field of education in this Province and is a successful culmination of a fight that has been waged by public spirited citizens of this Province for the last fifty years. Now we are on a par with the other provinces of Canada in this field; we have no one to envy in this respect. To whom do we owe it? To the progressive and enlightened government of the Honorable Adélard Godbout, a prime minister of whom we have reasons to be proud.

In view of the short time at my disposal, I cannot go at further length into the achievements of our Government since it is in office, but I hope I have said enough to convince you that, as English-Speaking citizens of the Province, it is your duty to support Mr. Godbout's liberal party, not only because you do not vote for it you have to vote for an Isolationist group or party — not only because the Liberal party of which Mr. Godbout is the head in this Province is the only one which favors active and intelligent collaboration with our sister Provinces and with the central Government, but also because, on its record in the last four years, it has given this Province a sound and business like administration and particularly in the financial, agricultural, industrial and educational fields which are the most important.

LADIES AND GENTLEMEN: I thank you!

MESDAMES ET MESSIEURS, J'ai vu, et seulement quelques mots pour mes auditeurs de langue française. J'ai parlé en anglais des oeuvres du gouvernement Godbout depuis qu'il est au pouvoir. Je désire vous parler particulièrement maintenant de la législation passée par notre gouvernement pendant la présente session législative. Je voudrais parler de la Province de Québec et de certaines lois en particulier.

Tel qu'annoncé par le discours du trône, le gouvernement a passé des lois pour aider à certaines classes de citoyens en particulier. Les agriculteurs, les cultivateurs, et les ouvriers mais il a aussi passé des lois dont bénéficiera le public en général.

C'est de celles-ci que je veux vous parler et particulièrement de la loi concernant la fréquentation scolaire obligatoire et de la loi diminuant les droits sur les successions. En vertu de la loi de la fréquentation scolaire obligatoire tous les enfants de la Province entre les âges de 6 et 14 ans doivent fréquenter l'école et des pénalités sont imposées pour obliger les personnes qui ont charge de ces enfants, de voir à ce qu'ils fréquentent les classes. C'est là un grand pas en avant dans le domaine de l'éducation dans cette Province et c'est une victoire inégale pour les citoyens qui ont réclamé cette réforme depuis près de 50 ans. Nous sommes maintenant sur un pied d'égalité avec les Provinces du Canada les plus avancées dans le domaine de l'instruction publique. Nous n'avons à envier personne. A qui sommes-nous redevables? Au gouvernement progressif et bien avisé de l'Honorable Adélard Godbout, Premier Ministre de qui nous avons raison d'être fiers.

En vertu des amendements faits à la présente session à la loi des droits sur les successions, les exemptions de droits sont accrues. En ligne directe ou entre époux ces exemptions sont portées sans restrictions à \$10,000.00 plus \$1,000.00 par enfant subsistant ou laissant subsister. En ligne collatérale ces exemptions sont portées à \$1,000.00 sans restrictions. C'est là une diminution de taxes appréciables et qui intéresse surtout les gens de fortune petite ou moyenne qui sont la grande majorité. Si le gouvernement est en état de commencer ainsi à réduire les taxes, c'est qu'il a une saine et solide administration financière depuis qu'il est au pouvoir. Il a diminué les dépenses, équilibré le budget et réparé complètement les dommages considérables que l'Union Nationale avait faits au crédit de la Province pendant son administration. Il est fier mais tristement célèbre par son gaspillage des deniers publics et son imprévoyance de l'avenir. C'est maintenant que le public bénéficie par une réduction de taxes, de la sage administration de l'Honorable Monsieur Godbout. Je voudrais parler de plus au long de ces questions, mais c'est impossible, mon temps achève. A bientôt j'espère.

BONSOIR

# Théâtres... Sports...

## Au Palace

"Edge of Darkness" est un beau film inspiré par la guerre, la distribution, étonnamment puissante, produit une homogénéité remarquable qui donne du corps à la production et le sort des innombrables films du genre tournés jusqu'à ce jour.

Les habitants d'une petite ville de Norvège, rongés leurs liens et ne supportent qu'avec peine la domination nazie, jusqu'au jour où le vieux maître d'école étant tué il se fait une révolte en masse et les oppresseurs paient de leur vie leurs cruautés et leur arrogance.

La photographie est remarquable et reproduit de façon saisissante la désolation des petites villes d'Europe. Ann Sheridan et Errol Flynn sont entourés d'artistes remarquables, qui s'imposent par l'autorité de leur personnalité. Le film restera une 2e semaine à l'affiche au Palace.

## Au Saint-Denis

Le film "Le Ruisseau" qui prend l'affiche au Saint-Denis entre dans la catégorie des films dit réalistes. La formule a du bon lorsqu'on n'exagère pas trop. Dans "Le Ruisseau" le réalisateur Maurice Lehman a procédé par opposition de milieux et il a été bien servi par une histoire habilement agencée de Michel Muran. Deux milieux: le bas-fond de Paris avec son monde étrange; le monde maritime avec son personnel. En opposant ces deux milieux on a réussi à obtenir des images saisissantes dont la signification n'échappera à personne.

"Le Ruisseau" est un beau film qui met en vedette Françoise Rosay, Paul Cambo, Baby Sylvia, Michel Simon, Ginette Leclerc, G. Lannes, sans oublier une très nombreuse figuration.

Le second film à l'affiche est "Trois de Saint-Cyr" mettant en vedette Jean Chevrier, Roland Toutain, Jean Mercanton, Hélène Perdrière. Ce film est l'histoire de trois valeureux officiers qui défendent l'empire français africain. On ne saurait trouver film d'une plus brûlante actualité et d'une émotion plus profonde. Cette réalisation grandiose, ce film d'héroïsme et de valeur militaire suscitera un intérêt considérable et avec raison.

## A L'Impérial

Jusqu'à lundi, la direction de l'Impérial présentera le nouveau film de la jeune et belle vedette Deanna Durbin, qui n'a cessé depuis ses débuts à l'écran, à l'âge de 14 ans, de tourner des films remarquables.

La nouvelle production de Deanna s'intitule "The Amazing Mrs. Holliday", et il n'y a aucun doute que les nombreux admirateurs iront la voir dans ce film qui met aussi en vedette le jeune premier Edmond O'Brien, le brillant artiste de composition Barry Fitzgerald et le remarquable comédien Arthur Treacher, qui revient à l'écran après une longue absence.

"Night Plane From Chungking", qui met en vedette Ellen Drew et Robert Preston, celui-ci dans le rôle d'un aviateur américain attaché aux forces aériennes chinoises, passera au même programme. Immédiatement après que les dernières scènes eurent été tournées Preston est entré dans l'armée. La distribution est complétée par Otto Kruger, Stephen Geray, Tamara Geva et Ernest Dorrian.

## Au Princess

Les cinéphiles auront enfin la chance de se familiariser avec les canonniers de l'aviation, de les voir à l'étude et à l'action, grâce à des photographies authentiques. Le héros du film "Aerial Gunner", qui passe au Princess, est le canonnier de l'armée de l'air L'Autour du scénario, Maxwell Shane passa plusieurs semaines à "Hags", école de renommée mondiale où fut tournée le film, pour y cueillir les détails nécessaires à la production, et grâce aux renseignements qu'il put y obtenir, il écrivit un scénario à la gloire de ces hommes qui protègent nos avions.

S'inspirant de la vie des canonniers, Richard Arlen et Chester Morris jouent leurs rôles avec un réalisme émouvant. Les deux hommes, qui dans le film sont des ennemis déclarés, devront vivre ensemble et avoir des rapports quotidiens comme maître et élève des canonniers de l'air.

Le deuxième film au programme sera "Dixie Dugan", avec James Ellison et Charlotte Greenwood.

pitre: "Maison divisée contre elle-même". MISTIGRIS.

## Au Loew's

"There'll Always Be An England" n'est pas seulement le titre d'une chanson britannique populaire, c'est aussi le thème du film anglo-américain "Forever and a Day", qui comporte la plus grande distribution d'artistes anglais encore assemblée pour un film. Ce film passe au cinéma Loew's.

Le scénario fait l'histoire d'une maison de Londres à travers plusieurs générations et nous introduit les hommes et les femmes qui y ont vécu aux moments critiques des annales d'Angleterre. Cette production unique serait ce qui s'est tourné de mieux cette année et comporte une demi-douzaine d'épisodes romantiques que fait naître l'intrigue-pivot.

C. Aubrey Smith tient le rôle du fougueux amiral Trimble, qui fit bâtir sa maison en 1804 alors que Napoléon menaçait d'envahir l'Angleterre. Ruth Warrick, Kent Smith ont des rôles de premier plan au début et dans les scènes finales de cette production grandiose.

## Au Capitol

Du rythme, de l'amour et du rire sont les ingrédients de base de ce plat de choix cuisiné par le producteur Gregory Ratoff et présenté sous le titre de circonstance "Something to Shout About", film qui prend l'affiche au cinéma Capitol. Cette production musicale est un film sur cent, et cent films dans un.

Don Ameche, Janet Blair et Jack Oakie sont en vedette, supportés par des personnalités du Broadway telles que William Gaxton, Cobina Wright et Hazel Scott. L'étoile de ballet David Lichine a dirigé les danses et joue lui-même un rôle important. Cole Porter a écrit les mélodies, dont "You'd Be So Nice to Come Home To", "I Always Knew", "Hasta Luego", "Lotus Bloom", "Something to Shout About" et "Through Thick and Thin".

Le film permet à Janet Blair de jouer, chanter et danser dans un mode nouveau à l'écran.

Pour compléter le programme: "Murder in Times Square".

"M. King, à la fois par son tempérament et par ses tactiques politiques, est probablement l'homme public canadien le plus en mesure de calmer les flots déchaînés des divisions nationales. Il ne sera pas facile de trouver un compromis convenable entre la demande irritée de l'Ontario pour la conscription totale et le "Non, non, jamais!" du Québec, devenu un cri de bataille au cours de la campagne antérieure au plébiscite. Mais M. King aura vraisemblablement assez de sang-froid et de patience dans sa recherche d'une solution qui ne causera pas une rupture irréparable de l'unité canadienne. Sa politique actuelle paraît être de donner satisfaction au Canada anglais en obtenant le droit d'imposer la conscription pour service outre-mer et de contenter le Canada français en n'exerçant pas ce droit. S'il recourt en définitive à cette autorité, il le fera probablement dans des circonstances telles que l'opinion publique sera vivement émue de la gravité de la situation militaire, alors que l'opposition canadienne-française sera à ce moment moins irréductible."

Il serait difficile de ne pas reconnaître une influence "nationaliste" dans cette partie du volume de M. Chamberlin, malgré les louables efforts qu'il a tentés ailleurs afin de conserver la plus stricte neutralité; et l'on s'en étonnera d'autant moins que son traducteur a nom Roger Duhamel, jeune membre fort agressif de la rédaction du "Devoir". Nous avons cru bon tout de même de citer ce passage, nous réservant d'en citer d'autres qui ne font pas entendre le même son de cloche, ce qui l'a incité à intituler ce cha-

## La lutte au Forum

Une mauvaise décision de l'arbitre empêche Robert de gagner le titre. — Yvon est disqualifié dans la reprise décisive pour avoir porté accidentellement un coup de savate à l'aine de son adversaire. — La vaste enceinte du Forum débordait de spectateurs, mercredi soir, pour assister à la fameuse rencontre Managoff-Robert. — La foule n'a pas été déçue, car le programme était bien rempli et la finale a été remplie d'émotions.

(Rapport du "Canada")

Managoff qui voulait l'attaquer. Quelques instants plus tard ce fut au tour de Managoff de rouler le long des câbles mais comme son rival il put se relever avant les dix secondes fatidiques.

Puis la lutte recommença de plus belle et Robert semblait avoir le meilleur à la suite d'une série de coups de bélier lorsque Managoff s'appuyant sur les câbles sembla voler dans l'air pour attaquer Robert de tout son poids et l'écraser sur le matelas pour s'assurer la première chute en 23 minutes et 40 secondes.

Lorsque les deux adversaires revinrent dans l'arène ils purent se surveiller étroitement. Ils prirent tour à tour des prises effectives mais Robert eut le meilleur lorsqu'il réussit à appliquer sa fameuse clé japonaise. Managoff tenta de s'en échapper comme il l'avait fait à plusieurs reprises mais ses efforts demeurèrent vains. Robert le fit tourner à cinq ou six reprises puis lui riva les épaules en 7 minutes et 34 secondes.

Yvon Robert fut disqualifié après 6 minutes et 32 secondes lorsque l'arbitre Sammy Mack accorda la victoire au champion sur ce qu'il appela une chute non intentionnelle. Robert tenta d'appliquer un coup de savate à son adversaire alors qu'il se trouvait en mauvaise posture et l'attrapa dans l'aine. Bien que ce coup fut non prémédité l'arbitre le disqualifia accordant la victoire à Managoff sous les huées de la foule.

## IMPRIMATUR

Le journal "L'Autorité", faisant affaire sous la raison sociale de "L'Autorité Editeur", a ses bureaux, Suite 333, Edifice Canada, 1000, rue St-Jacques, à Montréal. Imprimé à "La Parole" Limitée, Drummondville, P. Q.

### LA PETITE INDUSTRIE CONVERTIE A LA GUERRE LES ENTREPRISES REGIONALES FONT LEUR PART



LES INSPECTEURS TANT DE L'USINE QUE DU GOUVERNEMENT SONT A VERIFIER DES GRENADES

A mesure que dure la guerre, l'effort industriel du Canada augmente. Il y a déjà longtemps que toutes les industries importantes susceptibles d'être mises au service de la cause Alliée ont été converties en usines de guerre. Mais voilà que la petite industrie, la fabrique régionale ou souvent municipale, l'atelier indépendant, se tournent eux aussi vers la production de guerre.

Dans toutes les petites villes, dans tous les hameaux, les villages de pêcheurs, les municipalités du Canada, on voit un atelier ou deux qui se consacrent autrefois soit au travail du bois, ou du métal, ou à la fabrication de menus articles, aujourd'hui activement occupés à produire des armes portatives, des munitions et les grenades par exemple, ou tout autre genre de fournitures de guerre.

### Le voyage du Général Giraud aux Etats-Unis demeure mystérieux

(Suite de la page 4) par les bombardements aériens "qu'elles ressemblent actuellement à des champs de bataille après le combat". Si l'on en croit ces récits, les dégâts ont surtout été faits par les torpilles aériennes, dernier modèle. A Dusseldorf et à Dortmund, les fondations mêmes des maisons ont été détruites. Les vestiges de certaines rues auraient disparu. A Duisbourg, l'amas de ruines a été tel, que vingt-cinq jours après, on n'avait pas pu tout débayer. A Dusseldorf, il n'y a pas une seule usine intacte.

En Alsace, une situation particulière s'est créée, à la suite des bombardements alliés. Les réfugiés allemands qui ont été évacués des pays bombardés du Reich travaillent à fortifier la volonté de résistance des Alsaciens. Ils forment un groupe que le "Mulhauser Tagblatt" accuse d'être "de dangereux défaits-tes, stratèges du Café du Commerce, qui critiquent les mesures de protection contre avions et surtout qui doutent que les régions bombardées puissent supporter encore longtemps la terreur des bombardements".

On voit par là que le moral allemand baisse avec rapidité.

Dr PANGLOSS.

### Le Canada une maison divisée

(Suite de la page 4)

périaux qui nous rattachent à l'Angleterre... Je nourris le plus profond respect, la plus grande admiration pour le valeureux vieillard qui dirige le gouvernement de la France... Et nos alliés, les Anglais, où sont leurs soldats? Nous les cherchons avec une loupe.

"M. King manœuvre dans cette circonstance critique avec son sang-froid habituel, sa prudence et sa modération. Après le plébiscite comme avant, il s'en tint à cette opinion que le vote ne portait pas sur la conscription, mais sur le fait de donner la liberté au gouvernement et le pouvoir de l'imposer, si et quand ce serait nécessaire. Il plaida au Parlement la cause de la tolérance ethnique et de la bonne entente réciproque et déclara, au sujet de la conscription pour service outre-mer: "S'il existe une question qui a suscité plus de querelles au Canada, qui a laissé un plus lourd héritage de suspicions et de méfiances, qui a blessé plus profondément notre pays, j'ai mérité qu'on me dise laquelle."

"La situation qui en a découlé n'est pas seulement délicate au point de vue politique, mais elle est grosse de périls pour l'unité du Canada. Les passions ont été soulevées à ce point qu'une mêlée entre les soldats ou les civils des deux nationalités pourrait conduire à des conséquences extrêmement graves."

## DESROSIERS CARTAGE CO. INC.

ETABLIS EN 1924

NOTRE SPECIALITE: TRANSPORT LOURD 20 A 50 TONNES

MACHINERIE, COFFRES-FORTS, ETC.

60 CAMIONS, VOITURES, REMORQUES ET SEMI-REMORQUES

PERMIS DE TRANSPORT POUR QUEBEC ET ONTARIO

# Walnut 2778

111-3ème AVENUE

VILLE ST-PIERRE

# Trois élections générales cette année

## Le nationalisme juif n'a fait que du tort aux juifs mêmes

C'est ce que pensent beaucoup de juifs américains hostiles au sionisme. — La Palestine est le sanctuaire de trois grandes religions. — Soulever le monde arabe et musulman conduirait à une catastrophe.

D'après le magazine américain "Life", un grand nombre de juifs des Etats-Unis ne sont pas du tout favorables à l'établissement, en Palestine ou ailleurs, d'un Etat national de caractère israélite. Au surplus, il est probable que la question sera réglée en prenant pour base des considérations pratiques plutôt que des réclamations historiques compliquées et assez souvent douteuses.

Les juifs qui s'opposent à la création d'un Etat national en Palestine sont d'avis que tout le projet se résout dans les théories raciales et les philosophies nationalistes qui, depuis quelques années, ont causé des souffrances sans nom à la race juive elle-même. C'est leur impression que les mots de race et de nationalité ne sont plus depuis longtemps des réalités dans l'histoire des juifs, et que s'ils persistent encore, c'est plutôt par réaction contre les persécutions.

Les juifs du monde entier possèdent en commun un fonds de traditions et de concepts dérivant en somme d'une même source religieuse. De 1920 à 1933, année qui marqua l'avènement de l'hitlérisme, l'accroissement de la population juive en Palestine fut plutôt négligeable. La vérité à cet égard, c'est que depuis des siècles, les juifs se sont toujours regardés comme des sujets nationaux des pays où ils demeurent, ayant réussi à s'intégrer dans la vie du peuple et se distinguant du reste de la population que par leur religion.

C'est l'ambition de domination mondiale des pays axistes, ainsi que leur sadisme et leur bigoterie qui ont fait que des millions de juifs ont été arrachés de leurs foyers et déportés à l'étranger, sous prétexte qu'ils seraient différents des autres êtres humains. Aussi un des principaux objectifs de la paix qui suivra la guerre sera-t-il le rapatriement de cette humanité déracinée dans une contrée où elle aura le statut des êtres à qui Dieu a conféré des droits inaliénables.

Il ne faut pas oublier que, depuis des siècles, la Palestine est la Terre Sainte de trois grandes religions: la religion chrétienne, la religion mahométoise et la religion juive. On trouve là des lieux de pèlerinage qui sont sacrés aux fidèles des religions que ces lieux représentent. Dans ces conditions, comment serait-il possible d'établir un Etat religieux autonome? Il est certain que l'établissement à l'heure actuelle d'un Etat national juif en Palestine serait une entreprise extrêmement hasardeuse, capable de ruiner tout ce qui a été accompli par les colons israéliètes et de retarder pour longtemps un règlement satisfaisant.

Au surplus, nombre de juifs américains sont opposés au projet parce que, disent-ils, un Etat juif ne pourrait jamais être autre chose qu'un petit Etat, dont l'influence dans les conseils des grandes nations serait à peu près nulle. Ses décisions, par ailleurs, en plaidant aux juifs d'un pays, risqueraient de déplaire aux juifs d'un autre pays et même de leur créer un tort considérable. Et il y aurait perpétuellement cette question de double allégeance qui se poserait, souvent dans des conditions pénibles. Ce que l'on espère donc pour la Palestine, c'est l'établissement d'un gouvernement démocratique et autonome où juifs, musulmans et chrétiens seront dûment représentés, avec des droits égaux et partageant une mesure égale de responsabilité. On espère que la Palestine de l'avenir pourra démontrer au monde qu'il est possible à des hommes de races et de nationalités différentes d'y vivre côte à côte et de s'y respecter mutuellement.

## Les sans-Dieu du nazisme amis de nos "nationaux"?

Dans son volume sur le Canada l'auteur américain Chamberlin reconnaît qu'il existe dans le Québec une minorité désireuse de voir la victoire de l'Axe. Il fait évidemment allusion à ces messieurs du "Devoir". Bien qu'il existe des pécheurs si endurcis que leur conversion est inconcevable, nous soumettons tout de même cette information, recueillie dans "Pour la Victoire", de New-York, aux disciples de Herr Doktor Georges Pelletier, toujours si empressés à parler des Sans-Dieu russes:

Les Nazis distribuent gratuitement dans toutes les maisons d'Alsace une petite brochure publiée, en 1939, en Allemagne, à la veille de l'offensive qui devait les conduire à la conquête du monde. Canada compris.

Cette brochure est intitulée: "Guide pour les Allemands à la recherche d'un Dieu"; elle porte comme sous-titre: "Qu'est-ce que la foi allemande?"

Le "Mouvement de la foi allemande" (Deutsche Glaubensbewegung) est issu d'un autre mouvement: "A la source sacrée de la force allemande" (Am Heiligen Quelle der Deutschen Kraft), fondé, il y a quelque vingt ans, à Munich par l'ancien chef de l'état-major allemand, le général Erich Ludendorff et par sa femme Mathilde.

### NOUS NE VOULONS PLUS DU CHRISTIANISME

Parce que le christianisme est, par toute son essence, un enseignement purement oriental; parce qu'il est issu de la pensée juive et qu'il fut répandu par les juifs; parce qu'il nous est étranger dans ses manières, et en opposition formelle avec nos idées nordiques sur le monde.

Parce que, avec sa morale juive et son mépris de toutes les valeurs sacrées de la vie, qui sont nôtres, il choque nos moeurs et notre sens moral.

Parce que, par la diffusion du bien spirituel juif et par la glorification du judaïsme, il sert de prétexte à la domination mondiale juive.

En bref; parce que le christianisme est du judaïsme dégénéré. (Le juif Disraéli a bien dit: "Le christianisme est du judaïsme pour non-juifs").

### QU'A A NOUS DIRE LE CHRIST?

Le Christ n'est pour nous, rien de plus que le fondateur d'une secte juive qui, semblable aux créations spirituelles, également juives, du marxisme et du bolchevisme, a réussi à s'imposer à tous les peuples comme un enseignement international.

La question de savoir si le Christ était aryen est, pour nous, oiseuse et ne présente pas d'intérêt. Ce qui est déterminant pour nous, c'est uniquement son enseignement, et il est juif; du moins, il est non-allemand.

## La campagne anti-nazie va en s'accroissant en France

Deux juges français, dont le président d'une cour de Seine-et-Marne ont été tués pour avoir condamné des Français à mort. A mesure que devient proche l'invasion des Alliés, la résistance s'accroît. "COMBAT".

## Le Canada une maison divisée

Telle est l'impression dominante de M. W. H. Chamberlin, auteur d'un volume documenté sur notre pays. — Le plébiscite sur la conscription. — L'attitude des nationalistes.

Nous avons fait allusion, dans deux précédents numéros de "L'Autorité", au volume que vient de publier les Editions de l'Arbre et intitulé: "Le Canada vu par un Américain", en l'espèce M. W. H. Chamberlin, grand voyageur et excellent observateur. Voici quelques-unes des réflexions inspirées à l'auteur par le plébiscite du 27 avril 1942, à l'effet de dégager le gouvernement libéral de ses engagements antérieurs contre la conscription pour service outre-mer.

"Le plébiscite du 27 avril ne fut pas, comme pourrait le croire un lecteur pressé des manchettes de journaux, la fin du problème canadien de la conscription. Ce n'était que l'ébauche d'une solution. Car il était possible, et c'est ce qui est arrivé, d'interpréter le verdict de différentes façons. Les partisans de la guerre totale soutiennent que M. King a maintenant l'obligation morale de faire adopter sans retard une législation de conscription sans limites. Les nationalistes canadiens-français répliquent que leurs compatriotes ont refusé de libérer le gouvernement de ses engagements.

"Les personnages politiques que le résultat du scrutin a mis dans la situation la plus embarrassante sont probablement les ministres et les députés du Québec qui ont préconisé un vote affirmatif. Leurs commentaires les ont répudiés avec éclat et leur position sera très délicate dans le cas de la présentation d'un projet de loi pour lever les restrictions sur le service obligatoire pour outre-mer.

"Le parti conservateur a perdu ses chances politiques dans la province de Québec parce qu'il s'est identifié au cours de la dernière guerre à l'application de la conscription. Le parti libéral se heurtait-il au même écueil pendant cette guerre-ci. Dans une telle hypothèse, il semblerait que les Canadiens français n'auraient qu'à former un parti national qui leur soit propre. M. Liguori Lacombe, l'un des onze députés fédéraux qui se sont séparés du parti libéral sur la question du plébiscite, a fait une tentative dans cette voie. Il a annoncé la fondation d'un Parti Canadien, mais il semble jusqu'ici en demeurer le seul membre.

"Le plébiscite a révélé au grand jour ce que savait tout observateur avisé du Canada, même si le fait a été souvent enveloppé d'euphémismes. Le Canada est une maison divisée. Il existe un écart profond entre les citoyens de langue anglaise et de langue française au sujet des affaires internationales. Les premiers, en général, sont d'ardents interventionnistes. Les seconds, à quelques exceptions près, sont des isolationnistes intrinsèques. Nous connaissons les passions qu'a déchaînées cette question aux Etats-Unis. Mais il n'y a eu aucun Pearl-Harbor pour unifier le Canada et le fossé qui sépare les deux groupes est plus large en raison du souvenir des vieilles querelles et des lignes très nettes de démarcation ethnique, religieuse et linguistique.

"Comme les Canadiens anglais et les Canadiens français avaient voté différemment sur le plébiscite, ils en interprétèrent aussi différemment les résultats. La presse anglo-canadienne accentua son agitation en faveur de la conscription totale. Quand M. King présenta un projet de loi pour enlever la restriction sur l'envoi outre-mer des conscrits, l'hon. P.-J.-A. Cardin, ministre canadien-français des Travaux publics, démissionna et la grande majorité des députés de la province de Québec signifièrent leur intention de voter contre la modification. Un discours violent jeta de l'huile sur le feu; ce fut celui de René Chaloult, avocat québécois et député à l'Assemblée législative, qui fut poursuivi devant les tribunaux pour avoir déclaré en public: "J'espère qu'après cette guerre nous romprons les liens im-

Après celles de l'Ontario, celles du Québec. — Si les libéraux sont victorieux dans les deux cas, Ottawa suivra sûrement. — Lâchages au sein du Bloc Populaire. — Désarroi parmi les Vieux Bleus.

(Du correspondant régulier de "L'Autorité") Québec, 9. — La Vieille Capitale a toujours été l'endroit par excellence des rumeurs politiques, et rien n'empêche de penser qu'il en pourrait être autrement aujourd'hui, surtout depuis que le premier ministre de l'Ontario, l'hon. M. Nixon, a décidé de risquer son va-tout le 4 août prochain. Car on se dit que si le gouvernement d'une province aussi chavirante juge opportun d'appeler au peuple à cette période de la guerre, il n'y a pas de raison pour que la Province de Québec n'en fasse pas autant.

D'ailleurs, n'y a-t-il pas eu ou n'y aurait-il pas consultations populaires en Irlande, en Afrique du Sud et en Australie? Si les gouvernements de ces pays jugent la situation favorable à l'obtention d'un renouvellement de mandat, pourquoi le Québec ne suivrait-il pas leur exemple? D'autant plus que selon les apparences, le parti libéral remporterait une victoire signalée chez nos voisins de l'Ontario, où les pétarades du Colonel Drew ne semblent guère impressionner une population peu sensible aux appels démagogiques.

Advenant cette victoire libérale dans la province-soeur, on est donc justifié d'en augurer une pareille dans le Québec. Jamais l'occasion, du reste, n'a semblé plus favorable à un gouvernement ayant bien accompli sa mission. Le Bloc Populaire se trouve absolument en désarroi par suite de la maladie tenace de son chef, M. Maxime Raymond; les candidats approchés par le Bloc se réfugient derrière de nombreux alibis, dont le moindre n'est pas celui du manque absolu de fonds; ces messieurs se souviennent de la lamentable mésaventure des candidats "stevenistes" en 1935 et dont la plupart, en sus de perdre leur dépôt, perdirent leur réputation de solvabilité; enfin, les simples soldats suspectent des trahisons en haut lieu, dont bénéficieraient surtout M. Duplessis, cheville ouvrière du rapprochement qui mit dans le même panier, en 1935, l'actuel M. Liguori Lacombe, chef de l'Union Nationale, avec le naïf Paul Gouin, chef de l'Action Libérale Nationale.

Les indices de félonie ne manquent pas. Il n'est que de lire le "Devoir" pour constater que la feuille du Herr Doktor Georges Pelletier est en train d'esquisser une évolution dont ne faillirait pas de la féliciter Herr Hitler, ce Machiavel renforcé dont Ti-Georges a fait son modèle. Le "Devoir" se rapproche de plus en plus de l'élément tory, pendant qu'il tourne le dos à son seul député de l'Assemblée législative québécoise, M. René Chaloult. Cateleux comme toujours, dans le but de cacher son nouveau jeu, il feint d'ignorer Québec au profit d'Ottawa. Il n'a de paroles aimables, de conseils, d'avis sentimentaux que pour les "vieux-bleus" du genre de Sasseville-Roy et de Frédéric Dorion. Lorsqu'il a fait semblant d'être sympathique au malheureux Liguori Lacombe, le vrai du vrai, c'est qu'il aspirait tout simplement à créer un ennui au gouvernement King. Il avait du reste bien inutilement chargé de cette besogne le p'tit Léopold Richer, son correspondant fédéral.

Jamais le Herr Doktor Pelletier, bleu indigo autant qu'on peut l'être, n'a manifesté ses vraies couleurs ni pris à son compte une initiative. Il se sert tout à tour de la Fédération des Ligues du Sacré-Coeur, de la St-Jean-Baptiste, de l'A.C.J.C. et de J.O.C. pour transmettre les résolutions, les plus saugrenues à Québec et à Ottawa. Lorsqu'il tenta d'amener "L'Action Catholique" de Québec, organe du Cardinal Villeneuve, à appuyer jernement le Bloc Popu, il le fit sous le couvert du naïf Richer, lequel reçut du Cardinal, sur son petit coco, un coup de crosse qui lui fit voir deux cents douzaines de cierges incandescents. Depuis ce temps, Ti-Georges a donné l'ordre formel à tous ses serbes de ne même pas mentionner "L'Action Catholique", devenue une "pestiférée".

Afin d'en revenir à un côté plus sérieux de la question électorale, je mentionnerai sans plus tarder que la dernière rumeur venant d'Ottawa, porte qu'un cas d'un succès libéral dans l'Ontario, suivi d'un autre succès libéral dans le Québec, le Gouvernement Mackenzie King n'hésiterait pas à faire à son tour le plongeon et d'automne. Victorieux dans les deux principales provinces, lesquelles comptent 147 députés sur 245 à la Chambre des Communes, le parti libéral n'aurait rien à craindre de ses adversaires et le scrutin populaire, en somme, ne serait plus qu'une formalité. C'est ce qu'appréhende M. John Bracken, le nouveau chef du parti conservateur-progressiste. Il l'a laissé voir à Toronto, ces jours derniers, en accusant l'hon. Mackenzie King d'être plus anxieux de se faire réélire que de sauvegarder les intérêts du pays. Lorsqu'il s'est agi de différer jusqu'après la guerre le renouveau de la carte électorale, d'autres allusions ont été faites, cette fois, par des dissidents du Québec, à l'approche des élections fédérales. Devant tant de témoignages probants, seuls ceux qui ont des yeux pour ne point voir et des oreilles pour ne pas entendre peuvent rester aveugles et sourds en face de tels événements annonciateurs.

## Un autre accroc dans l'autonomie des provinces

La résolution adoptée par le Parlement d'Ottawa remettant à l'après-guerre la redistribution des sièges électoraux est grosse de conséquence. — Un autre accroc à l'autonomie des provinces.

C'est un acte gros de conséquences que le Parlement d'Ottawa vient d'accomplir en adoptant la résolution présentée par l'hon. Louis St-Laurent, ministre de la Justice, par laquelle la résolution le Parlement demande à Londres d'amender la constitution canadienne. Il s'agit, pour Ottawa, de se faire relever de l'obligation de procéder à une redistribution électorale et l'on demande que cette procédure soit renvoyée après la guerre. Cela veut dire, en définitive, que cette redistribution n'aurait lieu qu'après le recensement de 1951 et, de cette façon, la province de Québec devra, durant cette période, accepter une diminution numérique de son rôle dans la Confédération.

A trois reprises différentes, déjà, le Parlement avait demandé et obtenu du Parlement de Londres, certains amendements à la Constitution canadienne, mais ces amendements n'avaient en rien le principe de la représentation.

Aujourd'hui, malgré toute l'habileté avec laquelle M. St-Laurent qui est un grand juriste et qui a vite fait de s'assimiler la tournure parlementaire, a posé le problème et ses éloquentes paroles, le précédent est beaucoup plus grave. Sans consulter les provinces, qui sont directement intéressées dans cette importante question, il touche à la proportion même des provinces dans le nombre des comtés auquel elles ont droit.

"Cette proportion, comme l'écrit un confrère au lendemain du vote donné, dans la représentation est un droit des provinces, un droit qu'elles ont obtenu, par l'Acte de 1867. Ce droit était une garantie que leurs intérêts raciaux, géographiques et économiques seraient sauvegardés. Si le fédéral peut maintenant et de lui-même, sans consulter les provinces, suspendre l'exercice de ce droit pour une période indéfinie, il aura le droit plus tard, en vertu du précédent qui vient d'être créé de modifier ce droit d'une façon permanente. Il faut regretter que seulement neuf députés de langue française se soient opposés à ce qui semble être une violation de l'esprit de l'Acte de 1867. D'ailleurs, lorsqu'on sait (Suite à la page 2)

## Le voyage du Général Giraud aux Etats-Unis demeure mystérieux

### Les pouvoirs de Roosevelt

Ils sont formidables, mais le président n'y a recours qu'avec discrétion.

On sait que la Constitution américaine est flexible au point de permettre au président de la république, dans un cas d'urgence, de se constituer virtuellement dictateur de la nation, n'ayant de comptes à rendre qu'à soi-même. Tout récemment, le Président Roosevelt s'est donné un assistant et il est allé le chercher en dehors de tout front politique. C'est James Francis Byrnes, de Washington et de la Caroline du Sud, qui devint directeur de l'Office de la mobilisation de guerre. En d'autres termes, Byrnes devint le chef sur le front intérieur de 125 millions de citoyens américains engagés dans un effort de guerre à travers le monde qui comporte des déboursés de 207 milliards de dollars. Les Américains ont beaucoup d'argent, on le sait, mais leurs chiffres sont tout de même astronomiques. Le citoyen Byrnes, dans sa nouvelle position, n'aura de compte à rendre qu'au Président. Depuis qu'il s'est mis au travail, il a dû, entre autres choses, régler une grève du charbon, régenter le puissant organisme de l'OPA et obvier à de violentes attaques de sa personne et de celle du Président par de puissants organismes ouvriers et agricoles. Mais Jimmy Byrnes est un homme qui ne se laisse pas rebuter par les difficultés.

### Pas d'écoles de religion israéliète

Voilà longtemps que l'opinion agit aux Etats-Unis la question des écoles confessionnelles juives. Le problème vient de se poser avec une particulière acuité avec la nouvelle qu'une école paroissiale juive allait ouvrir ses portes dans la ville de Pittsburgh. Un journal israélite de l'endroit résume la question en déclarant nettement que de telles écoles ne sont pas nécessaires parce que les écoles publiques pourvoient amplement aux besoins éducationnels de la jeunesse juive.

L'enseignement religieux, dit ce journal, peut parfaitement se donner au sein de la famille et il n'est pas besoin pour cela d'une école confessionnelle. Au surplus, le meilleur moyen de servir l'idéal démocratique est d'aller aux écoles fréquentées par la jeunesse des autres nationalités. Il ajoute qu'on ne peut pas invoquer le succès des écoles catholiques comme une garantie d'un succès similaire dans des écoles juives et que ces dernières, si elles étaient établies, ramèneraient la population à l'ère européenne des ghettos.

On souligne de plus que la chose a déjà été tentée sans succès et ce au moment où les navires arrivant en Amérique déchargeaient des flots d'immigrants hébreux. Par ailleurs, on allègue que les jeunes juifs, après avoir fréquenté l'école publique durant la journée, seraient trop las pour se réunir dans des institutions confessionnelles, d'autant que cela ne leur laisserait plus de temps pour étudier.

### La destruction du ghetto de Varsovie

Les journaux clandestins polonais qui viennent d'arriver à Londres sont pleins de détails de la révolte des juifs contre la soldatesque allemande dans le ghetto de Varsovie. Ils révèlent que plusieurs centaines d'agents de la Gestapo, qui s'en venaient "liquider" le quartier juif, furent abattus par un tir nourri de mitrailleuses. Les représailles furent épouvantables.

Dans toutes les villes et villages de Pologne, les nazis donnent généralement quelques heures aux juifs pour disparaître avec leurs familles. Si, au bout de ce temps, ils ne sont pas disparus, soit qu'ils se soient suicidés ou se soient enfuis dans la forêt, on les exécute sans merci. C'est ainsi qu'un historien juif de renom, le Dr Isaac Schipper, a été exécuté avec tous les membres de sa famille. Ancien député au parlement polonais, il avait aussi été président d'un cercle d'écrivains et possédait de glorieux états de service (Suite à la page 2)

## Giraud remporte un avantage sur de Gaulle. — Ce fut néanmoins pas une joute de football. — Les Allemands continuent de dépouiller la France dans l'expectative d'une invasion.

Le voyage du Général Giraud aux Etats-Unis continue d'être entouré d'un voile mystérieux. Il n'y a pas de doute cependant que le Général a fini par remporter un notable avantage sur son concurrent, le Général de Gaulle, grâce à l'appui de Washington et de Londres. Mais il ne faudrait pas considérer le conflit de l'Afrique du Nord comme une joute de football, car l'enjeu était trop considérable pour l'assimiler à un match sportif.

Le Comité de la Libération n'a pas encore été reconnu par la Grande-Bretagne ni par l'Amérique, — comme gouvernement français. Il est douteux que les deux grandes démocraties veuillent "dégeler" et mettre à la disposition du Comité à Alger les avoirs français en or d'avant la défaite.

Le Comité d'Alger aura donc comme ressources, — en dehors des taxes, impôts et des versements à titre de frais d'entretien des troupes alliées, — la facilité du "lend-lease" américain et les avances des Trésoreries anglaises et américaines. Les avoirs français, en or, serviront comme par le passé de garantie globale. En tout état de cause, — la création du Comité de la Libération, — malgré le maintien de deux armées distinctes — met fin à l'aide séparée anglaise et américaine à la France Combattante et aux armées d'Afrique.

Pour l'administration de Giraud, la situation reste en fait inchangée. Pour l'organisme du Général de Gaulle, en par contre, — il s'agit d'un changement radical.

Le Sénateur Maroselli, accompagné de deux adjoints militaires, vient d'arriver à Alger à New York. Il a quitté la France Occupée en mars dernier. Le Sénateur Maroselli a été chargé par le Général de Gaulle et le Général Giraud de conférer avec les autorités américaines sur deux questions capitales: l'aide aux prisonniers français en Allemagne, l'aide aux enfants en France. Le séjour du Sénateur Maroselli chez l'Onclé Sam se prolongera, sans doute, pendant quelques mois. Avant qu'il quitte la France tout récemment, ce Sénateur est particulièrement qualifié à parler aux Américains de la situation tragique des prisonniers français et des populations civiles.

Entre temps, dans l'attente de l'invasion européenne, les Allemands s'appliquent à priver la France de toutes les ressources qui lui permettraient d'aider les Alliés. Ils réquisitionnent le cuivre, le laiton, l'étain, l'aluminium, le magnésium, les peaux, les cuirs, l'acier trarique, le bois, les semences diverses, l'huile d'arachide, etc. C'est ainsi qu'à Tombouctou les fusils de chasse ont été réquisitionnés et stockés par les Allemands et qu'ils viennent d'être expédiés dans le Reich.

Les autorités d'occupation préparent également en cas de débarquement des réquisitions de bicyclettes ainsi que des camions encore en service dans le pays. Au début du mois d'avril, un certificat en allemand et en français a été établi à l'usage des facteurs ruraux des P.T.T., attestant que leur bicyclette est une nécessité pour leur service et qu'ils se trouvent ainsi exempts des réquisitions prévues.

Dans l'ensemble du département de l'Indre-et-Loire, les Allemands ont concédé le permis de circuler à 165 camions pour le service des laitières. Une note des autorités occupantes vient d'avertir les autorités départementales qu'en cas de débarquement, les laitières ne disposeraient plus que de 30 camions.

D'après les nouvelles de "l'underground" allemand qui nous parviennent de la radio et de sources neutres, il paraît que sur les vingt villes allemandes qui ont plus de 300.000 habitants, 16 d'entre elles ont été atteintes si durement (Suite à la page 3)

**Les Origines de l'Homme Américain**  
par PAUL RIVET

Professeur à l'Université de Bogota, Colombie.  
Professeur du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris.  
Fondateur et directeur du Musée de l'Homme

**LA PLUS HAUTE AUTORITE EN MATIERE D'HISTOIRE DE L'AMERIQUE PRECOLOMBIENNE**

Prix: \$1.25

Dernières nouveautés

<p>TERESE TARDIF Désespoir de vieille fille, \$0.60</p> <p>MAURICE GENEVOIX Laframboise et Bellehumeur, \$0.75</p>	<p>GEORGES DUHAMEL Suzanne et les jeunes hommes, \$1.25</p> <p>W.-H. CHAMBERLAIN Le Canada vu par un Américain \$1.50</p>
--	---

**LES EDITIONS DE L'ARBRE**  
60 ouest rue Saint-Jacques Montréal

**RIEN**

Il n'en coûte RIEN pour vous renseigner. Ecrivez-nous les noms de votre père et de votre mère et, par le retour du courrier, nous vous indiquerons la date et l'endroit de leur mariage, les noms de vos grands-parents et le coût des recherches à faire pour compiler et dresser votre volume et votre arbre généalogiques.

**GABRIEL DROUIN**  
ARCHIVISTE et GENEALOGISTE  
Institut Généalogique Drouin  
4184, rue Saint-Denis Montréal

Généalogie complète de toute famille canadienne-française, franco-américaine et acadienne de 1608 à nos jours — Nos archives contiennent quarante-trois millions (43.000.000) d'actes de baptême, de mariage et de sépulture, de 2.200 paroisses du Québec, de l'Ontario, de l'Acadie, du Maine, du Vermont et du Michigan. Ecrivez-nous pour renseignements et honoraires.

"Une oeuvre nationale digne de votre encouragement"